

L'extrême droite au Royaume-Uni : une réelle imprégnation idéologique dans l'espace politique et public au cours de la dernière décennie

*Kevin Braouezec*¹

Du 6 au 10 août 2011, les Britanniques ont assisté, choqués et surpris, à une véritable explosion de violences, de dégradations et de pillages spectaculaires. Avec cinq morts et des centaines de blessés, la gravité des événements est indéniable et l'on peut légitimement penser qu'ils méritent une forte remise en question de certaines caractéristiques de la société britannique. Et pourtant, une large majorité de l'opinion publique n'a vu en ces émeutes que l'action de jeunes cherchant avant tout à se défouler et à piller. C'est pourquoi les Britanniques sont globalement en accord avec les sanctions prises par le gouvernement (alors qu'elles sont jugées très lourdes à l'étranger²), qui espère ainsi dissuader d'éventuels débordements dans le futur. Plusieurs semaines après les événements, la presse et Scotland Yard diffusent encore des portraits de pillards pour inciter à les dénoncer, et les noms et prénoms de tous les émeutiers poursuivis en justice ont été publiés dans la presse. Les voix qui s'élèvent parmi les travaillistes pour s'opposer à la sévérité des sanctions ne sont pas si nombreuses, pas plus que celles pointant du doigt la responsabilité du gouvernement conservateur et de ses coupes budgétaires dans l'éducation, les budgets des collectivités locales et plus généralement dans l'ensemble des secteurs publics.

1. Doctorant de l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

2. Selon une enquête du journal *The Guardian*, la durée des peines prononcées est de 25 % plus longue que la normale.

Ceci est la marque d'un changement récent d'une large partie de l'opinion publique vis-à-vis des fauteurs de trouble perçus en ces temps difficiles par nombre de Britanniques comme des « profiteurs », aussi la riposte sévère du gouvernement conservateur³ est-elle appréciée. Cette évolution des mentalités est sans doute encore plus profonde. En effet, il ne s'agit pas seulement de l'émergence d'une droite plus dure face à la crise, mais bel et bien d'une pénétration de la pensée et des courants extrémistes de droite dans la société britannique. Ceci est à mettre en relation avec la montée des partis d'extrême droite en Europe.

La dynamique électorale dont bénéficie ces dernières années le parti phare de l'extrême droite britannique, le British National Party (BNP), et le United Kingdom Independence Party (UKIP), représentant une droite nationaliste et antieuropéenne, est le signe d'une évolution radicale d'une partie de l'opinion britannique.

Le British National Party (BNP) : défendre les Blancs britanniques

Longtemps pourtant, les historiens et observateurs ont pensé que l'extrême droite ne pourrait jamais se faire une place notable dans la sphère politique britannique. En effet, jusqu'ici, aucun parti d'extrême droite n'avait réussi à s'implanter durablement dans le paysage électoral. Les origines de l'extrême droite en Angleterre remontent aux années 1930 avec la création de la « British Union of Fascists » (BUF), qui s'inscrit dans l'antisémitisme ambiant de l'époque, mais qui ne participa à aucune élection et fut interdit et dissous durant la Seconde Guerre mondiale. Le BNP, lui, fut créé en 1982 à la suite d'une scission au sein du National Front (NF), son « ancêtre » politique qui fut le principal parti d'extrême droite du Royaume-Uni lors des trois décennies qui suivirent sa création à la fin des années 1960. Le NF, formation politique nazie et révisionniste, a connu de petits succès électoraux et était plus influent que le British Movement, l'autre parti extrémiste à l'époque. Son apogée politique et électorale se situe en 1979, quand le parti obtint un peu moins de 200 000 voix (soit 0,6 % des suffrages) aux élections nationales. Toujours en activité aujourd'hui, le NF est un parti résiduel qui n'est plus à même d'élire un candidat y compris au niveau local. Mais le symbole et le véritable point de départ historique de l'extrémisme au Royaume-Uni n'est pas venu d'un parti mais d'un homme, Enoch Powell. Député conservateur dans la circonscription de Wolverhampton South West (région West Midlands) pendant près de vingt-quatre ans, il occupa de hautes responsabilités : ministre de la Santé de

3. Les réactions sévères contre les manifestations étudiantes de novembre 2010 avaient déjà marqué les esprits.

HÉRODOTE

1960 à 1963 sous le gouvernement du conservateur Harold Macmillan. Le 20 avril 1968 à Birmingham, Enoch Powell tint un discours, proche de la diatribe, qui le fit entrer dans la postérité. En critiquant l'immigration de masse et les mesures antidiscriminatoires, il évoqua de possibles « rivières de sang » (référence à un texte écrit par le poète romain Virgile dans *L'Énéide*) dans le futur si l'Angleterre ne venait pas à stopper le flux migratoire. Cet épisode reste aujourd'hui encore un des événements les plus célèbres de l'histoire politique britannique, régulièrement repris par les partisans d'extrême droite.

Plus de quarante années après ce fameux « Rivers of blood speech », le BNP aujourd'hui dirigé par Nick Griffin (élu au Parlement européen en 2009) revendique plus de 20 000 adhérents et occupe une place réelle sur la scène politique. Comme beaucoup de formations d'extrême droite, il se veut incarner des valeurs comme le nationalisme, le protectionnisme, l'euroscpticisme et le populisme tout en essayant de ne pas être ouvertement xénophobe et islamophobe. Dès sa création, le BNP se démarque des autres partis en interdisant aux personnes de type non caucasien d'adhérer au parti ou d'assister aux réunions. Mais la Quality and Human Rights Commission (EHRC) l'attaque en justice en 2009 et prouve que sa juridiction interne est anticonstitutionnelle. Après une réunion extraordinaire, les membres du BNP votent l'ouverture aux personnes non blanches en 2010. Mais le fait que la justice et l'opinion ne se soient penchées sur ce cas que très récemment démontre que cette condition clairement raciste pour pouvoir adhérer à ce parti n'a, pendant presque trois décennies, guère suscité de réaction hostile forte dans l'opinion publique. La surveillance dont il fait l'objet désormais est incontestablement liée à ses succès électoraux récents qui font de lui un parti reconnu et inquiétant.

Son programme est centré sur la restauration de la suprématie démographique blanche au Royaume-Uni telle qu'elle était avant 1948 (début de la première vague d'immigration). Le parti incite notamment les immigrés et leurs descendants à « rentrer chez eux » et prône l'abolition de toutes les législations antidiscriminatoires. Sur le plan économique, le BNP dénonce les méfaits du thatchérisme, de la mondialisation et du libéralisme, et opte pour un protectionnisme national. Plus encore, il se prononce pour la réintroduction de la peine de mort dans certains cas et des châtiments corporels. Au cours des années 1980, le parti se fit connaître à l'échelle nationale en encourageant et en soutenant les familles blanches qui avaient commencé à retirer leurs enfants des écoles en raison du nombre « trop important » d'élèves musulmans dans les classes. Via le slogan « Right for the whites », le parti organisa une marche à Savile Town dans le Yorkshire en 1989 où les parents ont mal accueilli l'arrivée soudaine et importante de musulmans sur leur territoire. Cette ville est connue à l'époque pour être un des lieux majeurs d'immigration et d'implantation de la communauté musulmane ainsi que pour sa mosquée Markazi construite en 1982, qui a été longtemps la plus grande du pays. Cette marche fut à

l'origine des émeutes raciales de Dewsbury la même année, une ville voisine où de jeunes Blancs sympathisants du BNP affrontèrent de jeunes Asiatiques en plein centre-ville. Aujourd'hui, Savile Town est peuplée à plus de 95 % de musulmans.

Nick Griffin sait utiliser le contexte international et certains événements pour promouvoir son parti. Les émeutes raciales de Oldham en mai 2001, qui opposèrent des jeunes Blancs à de jeunes musulmans et qui s'étendirent par la suite aux villes de Burnley, Bradford et Leeds, sont le point de départ d'une visibilité médiatique durable pour le BNP. Ce dernier ne cesse par la suite de prendre position contre l'islam, l'immigration et le danger qu'ils représentent pour la classe blanche anglo-saxonne et ses valeurs. Le parti réalise son meilleur score historique aux élections générales de 2001 qui suivent les émeutes, ce qui confirma sa stratégie nationale et l'actualité « favorable » de l'époque sur laquelle il peut rebondir efficacement.

Les deux années qui suivent sont plus compliquées pour le parti qui doit faire face à des polémiques externes et internes. En 2006, le journal *The Guardian*, qui a une ligne éditoriale clairement orientée à gauche, révèle qu'un de ses journalistes, Ian Cobain, a infiltré le parti pendant six mois. Ce dernier décrit l'existence d'un réseau de fausses identités de la part de membres du parti, l'existence de réunions secrètes aux contenus racistes (alors que publiquement le parti se garde de tout commentaire raciste ou antisémite) ainsi que l'adhésion secrète au parti de plusieurs grands chefs d'industrie ou d'entreprise. Dans la foulée, en 2007, le parti connaît une crise interne. Une soixantaine de ses représentants sont exclus pour avoir critiqué le fonctionnement du parti et la personnalité « tyrannique » de Nick Griffin, qui, fort des scores nationaux qui ont commencé à grimper dès sa prise de fonctions, adopte une attitude jugée « despotique » par certains. Certains des exclus se sont présentés en candidats indépendants par la suite ou ont rejoint d'autres formations d'extrême droite. Les bons scores des élections européennes de 2009 et l'annonce par Nick Griffin qu'il laissera sa place de dirigeant en 2013 aident au retour au calme même si le parti, à l'image de l'extrême droite en Europe, fait toujours face à divers scandales. Le dernier en date concerne les finances du parti (qui posséderait une dette évaluée à 500 000 livres) et d'éventuels dons non déclarés sur lesquels la Cour des comptes enquête.

Parallèlement, la posture polémiste et réactionnaire du parti ne repose pas exclusivement sur sa critique des grands événements d'actualité, elle se nourrit parfois de ses adversaires respectifs, qu'ils soient politiques ou médiatiques. En effet, en 2008, le site Internet controversé WikiLeaks publie en ligne une liste de plus de 10 000 membres supposés appartenir au parti avec leur noms, adresses, numéros de téléphone, entraînant appels anonymes ou même, dans certains cas, licenciements de sympathisants en lien avec leurs idées politiques. Cet épisode renforce la notoriété du parti qui joue alors la carte de la victimisation à plusieurs reprises et qui se ressoude en interne. En 2009, la BBC en invitant pour la première fois le BNP et Nick Griffin dans son

HÉRODOTE

émission politique phare « *Question Time* » déclenche une vive polémique. Malgré de nombreuses protestations en interne et dans l'opinion publique, le directeur général de la BBC Mark Thompson estime que les scores électoraux du BNP lui octroie légitimement une invitation. Le jour de l'enregistrement de l'émission, plus de deux cents personnes manifestent devant les studios londoniens. Le BNP revendique 3 000 adhésions après le passage de son leader dans l'émission ; celui-ci estime avoir été attaqué injustement et délibérément sur le plateau et joue à nouveau la carte de l'« acharnement » des médias sur son parti. Symbole fort, une partie de la presse compare cet événement au passage de Jean-Marie Le Pen dans l'émission « L'heure de vérité » en 1984 alors que le Front national français n'en est qu'à ses débuts.

TABLEAU 1. – L'ASCENSION RÉGULIÈRE DU BNP DEPUIS SA PREMIÈRE ÉLECTION

	Année (participation)	Candidats présentés	Candidats élus	Pourcentage de votes	Nombre de votes	Votes par candidat	Rang
Élections générales	1983 (72,3 %)	54	0	0	14 621	271	17
	1987 (75,3%)	2	0	0	563	282	23
	1992 (77,7%)	13	0	0,1	7 631	587	20
	1997 (71,3%)	54	0	0,1	35 832	664	17
	2001 (59,4%)	33	0	0,2	47 129	1 428	16
	2005 (61,4%)	117	0	0,7	192 746	1 647	8
	2010 (65,1%)	339	0	1,9	563 743	1 663	5
Élections européennes	1999 (23,3 %)		0	1,1	102 647		9
	2004 (37,6%)		0	4,9	808 200		6
	2009 (34 %)		2	6,2	943 598		6

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

À la lecture du tableau 1, on remarque que le BNP a mis du temps pour percer au niveau national : ce n'est qu'à partir de 1997 qu'il commence à trouver un petit écho. Or il a, en treize ans, multiplié par quinze son nombre de voix. Beaucoup d'adversaires ont relativisé le score de 2010, en expliquant que celui-ci était logique étant donné que le parti de Nick Griffin avait présenté plus de deux cents candidats de plus qu'en 2004. Pour autant, le BNP a réussi à augmenter sa moyenne de voix obtenues par candidat, plaçant même celle-ci légèrement au-dessus de celle de l'United Kingdom Independence Party (UKIP), parti avec lequel il partage de nombreux points communs (voir *infra*). Ce constat implique deux observations qui permettent de mieux évaluer le véritable score du BNP : la première est que les nouveaux candidats présentés ont effectué un travail de terrain suffisant pour conforter les scores nationaux, le parti a donc plutôt bien choisi ses implantations. La deuxième est que le BNP n'a présenté que 339 candidats sur 650 possibles (dont 533 en Angleterre), et qu'ainsi, s'il continue son expansion territoriale, il sera en mesure de révéler son véritable potentiel électoral, d'autant plus qu'il est encore très peu implanté en Écosse et au pays de Galles.

Au niveau européen, à l'instar de l'UKIP qui est arrivé en deuxième position derrière les conservateurs, le BNP en 2009 a créé l'événement en faisant élire deux de ses membres au Parlement européen (son leader Nick Griffin dans la circonscription « Nord-Ouest » de l'Angleterre et Andrew Brons dans le Yorkshire) et a multiplié par neuf son score en dix ans, s'approchant de la barre symbolique du million de votes. Cette élection est doublement importante pour le parti, car elle lui donne une reconnaissance interne au Royaume-Uni et, surtout, elle lui permet de siéger aux côtés d'autres partis d'extrême droite au Parlement européen et d'asseoir sa crédibilité politique et sa visibilité. D'un point de vue géographique, le BNP effectue ses meilleurs scores à ces élections européennes dans les quatre régions centrales de l'Angleterre : North West, East Midlands, West Midlands et Yorkshire & Humber. Ces quatre régions sont peuplées entre 82 et 88 % de « Blancs⁴ » et ont une immigration et une diversité ethnique plutôt élevées au regard du Royaume-Uni (le Grand Londres étant exceptionnellement diversifié, au contraire de l'Écosse, du pays de Galles, de l'Irlande du Nord, du Nord-Est et Sud-Ouest anglais peuplés à plus de 90 % de « Blancs »).

4. « Blancs » est entendu comme « Britanniques de souche ».

Le BNP: un parti qui se nourrit de l'actualité

Aujourd'hui encore, le BNP maintient sa ligne politique et tente sans cesse de se nourrir de faits divers en tout genre en en faisant des symboles de lutte de la « classe blanche » qu'il juge « attaquée » de toutes parts et en danger sur son propre territoire. En première ligne de leurs attaques, l'islam et toutes ses composantes : le parti fait campagne contre la propagation des prières de rue, contre le business de la viande halal (il dénonce notamment le fait qu'elle soit servie dans certaines écoles à de jeunes Britanniques de souche sans qu'on le leur dise) et proteste aussi contre la liberté de prêche de certains imams. Parallèlement, le parti dispose de son propre journal, *Voice of Freedom*, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires et qui titre symboliquement au lendemain des élections générales de mai 2010 : « Nous sommes désormais le quatrième parti du pays » (en réalité, il arrive en cinquième position par le nombre de voix obtenues, mais en quatrième en termes de moyenne de voix par candidat). Le BNP se veut aussi coopérant et solidaire avec les autres formations politiques d'extrême droite en Europe, et ce en dénonçant par exemple la faible couverture médiatique de leurs victoires électorales comme celle des nationalistes suisses en 2007. Inévitablement, près de dix ans après le 11 Septembre et les émeutes de Oldham qui avaient fortement crédibilisé son discours, le BNP, face aux émeutes importantes qui ont touché plusieurs villes anglaises en août 2011, dispose là encore d'une actualité qui, selon lui, « donne raison » à ses thèses. Bien qu'il soit trop tôt pour dire si les violences profiteront ou non au parti, ce dernier dénonce une émeute d'« assistés » et d'« immigrants ». En s'appuyant sur les statistiques ethniques, il insiste fortement sur le fait que les émeutiers non blancs interpellés sont largement surreprésentés et qu'ils sont originaires de quarante-quatre pays différents.

Cette exploitation des statistiques ethniques et démographiques, accessibles à n'importe quel citoyen britannique sur Internet, n'est pas nouvelle pour le parti. Depuis la publication du recensement de 2001 (recensement effectué tous les dix ans et dont les chiffres de 2011 commencent à être publiés), il interprète régulièrement les chiffres pour développer sa vision d'un futur sombre et menaçant pour la classe blanche britannique si rien n'est fait très « prochainement ». Lancée le 1^{er} novembre 2011 à son initiative, la pétition anti-immigration « No to 70 million » a, au jour du 6 novembre, déjà réuni plus des 100 000 signatures nécessaires à sa consultation par la Chambre des communes britannique. Ce nombre de 70 millions fait référence aux prévisions du recensement qui annoncent une population britannique qui passerait le cap des 70 millions d'habitants durant la décennie 2020, cette progression étant en grande partie due à une immigration toujours constante et à une forte natalité des populations non blanches (le parti rappelle que les populations non blanches assurent dorénavant 73 % de la

croissance démographique globale, c'est-à-dire croissance naturelle et immigration). Il s'agit en fait de la seconde pétition lancée par le parti, juste après celle qui appelait à un référendum sur un éventuel retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Le parti dispose aussi d'une autre campagne nationale, développée sur un registre plus dramatique : celle qui entoure la disparition en novembre 2003, dans la ville de Blackpool, de Charlene Downes, jeune fille âgée de 14 ans. Deux individus musulmans furent entendus par la police et mis en garde à vue, mais l'absence de preuves plongea l'affaire dans une impasse. Le BNP dénonce, *via* cette affaire, la propagation des « gangs de violeurs » en majorité composés de musulmans, qui selon lui abusent de jeunes Anglaises. Plus encore que la récupération du drame, le BNP dispose d'une certaine proximité avec la mère de l'enfant qui s'est déjà affichée dans les médias dans un long entretien avec Nick Griffin et a remercié le leader de son soutien et ses efforts.

L'United Kingdom Party (UKIP) : un second parti atypique qui confirme un changement de l'opinion et de la psychologie collective britanniques

Fondé en 1993 par Alan Sked et d'autres membres de l'ex-Ligue antifédéraliste, le parti a vite été rejoint par des conservateurs antieuropéens. L'UKIP, qui revendique 17 000 membres, se définit comme nationaliste et populiste et compte actuellement treize députés européens, soixante-quinze conseillers locaux et deux représentants à la Chambre des lords. Présidé par Nigel Farage (député européen), son premier objectif politique est le retrait de l'Union européenne et l'instauration d'un contrôle accru de l'immigration. Bien que le parti se présente comme étant antiraciste, il a fait l'objet de quelques scandales venant de ses membres ayant tenu des propos xénophobes. Son représentant au Conseil de Londres, Paul Wiffen, est suspendu pour des commentaires racistes après avoir déclaré à propos du système associatif local :

Vous autres, rebus de gauche, êtes tous les mêmes, vous voulez nous ôter nos droits de naissance pour des gitans qui frappent leurs femmes et leurs enfants pour les obliger à mendier et voler de l'argent qu'ils pourront ensuite jouer ou parier, pour des cinglés de musulmans qui veulent nous tuer et nous imposer leur charia médiévale ou pour ces mêmes Africains qui ont vendu leurs frères afro-caribéens dans un esclavage que la Grande-Bretagne fut la première à abolir⁵.

5. « You Left-wing scum are all the same, wanting to hand our birthright to Romanian gypsies who beat their wives and children into begging and stealing money they can gamble with, Muslim nutters who want to kill us and put us all under medieval Sharia law, the same Africans who sold their Afro-Caribbean brothers into a slavery that Britain was the first to abolish. »

HÉRODOTE

Frank Maloney, candidat du parti à la mairie de Londres en 2004 et candidat aux élections générales de 2010, est lui aussi décrit comme un raciste et un homophobe notoire, ce qui fera dire à Ken Livingstone une phrase encore utilisée : « UKIP are the British National Party in suits » (« l'UKIP est le BNP mais en costume »). Enfin, Gary Cartwright, un des principaux managers de campagne du parti, est, lui, ouvertement négationniste. Le parti attaque régulièrement le fondamentalisme islamique et plaide pour le maintien de l'héritage britannique avec notamment l'enseignement du gaélique dans les écoles. En 2009, le BNP fit une tentative officieuse d'alliance avec l'UKIP, lequel refusa, malgré des alliances prouvées entre les deux partis dans certaines élections locales. Il faut bien comprendre que l'UKIP ne représente pas une extrême droite au sens classique du terme, c'est-à-dire ouvertement xénophobe, même si son projet politique est très nettement à droite, marqué économiquement par un libéralisme accru. Une dizaine de candidats ayant acquis la nationalité britannique se sont présentés pour l'UKIP dans diverses élections, ce qui n'a que partiellement « adouci » l'image du parti concernant ses objectifs en matière de diversité.

TABLEAU 2. – SCORES DE L'UKIP AU ROYAUME-UNI DEPUIS SA PREMIÈRE ÉLECTION

	Année (participation)	Candidats présentés	Candidats élus	Pourcentage de votes	Nombre de votes	Votes par candidat	Rang
Élections générales	1997 (71,3 %)	193	0	0,3	105 722	547,8	11
	2001 (59,4%)	428	0	1,5	390 563	787,4	5
	2005 (61,4 %)	496	0	2,2	605 973	1 221,7	4
	2010 (65,1)	572	0	3,1	920 334	1 609	4
Élections européennes	1999 (23,3 %)		3	7	693 057		4
	2004 (37,6%)		12	16,1	2 650 768		3
	2009 (34 %)		13	16,5	2 498 226		2

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

Comme le démontre le tableau 2, l'UKIP et son credo politique ont vite trouvé une place dans l'échiquier politique britannique. Même s'il ne pèse que 3,1 % des voix, le parti a multiplié par neuf en treize ans son score aux élections nationales, s'approchant ainsi de la barre symbolique du million de voix, et est devenu la quatrième force politique du pays en nombre de voix. Cependant, il n'a jamais été en passe d'élire un membre du Parlement (MP) : son programme est en effet très ancré dans des considérations d'ordre national, mais au niveau local il peine à cibler les problèmes rencontrés sur de petits territoires. C'est ainsi que le Green Party ou les Indépendants, qui disposent de vraies implantations, ont réussi à élire des MP. Le meilleur score réalisé par un candidat de l'UKIP est en fait celui de son leader Nigel Farage à Buckingham. Avec 17,4 % des voix (il est le seul à avoir franchi la barre des 10 % pour l'UKIP), il arrive en troisième position et échoue à battre le conservateur John Bercow, récemment élu *Speaker* à la Chambre des communes.

Au niveau européen, l'UKIP est un des partis qui ont sans doute le plus marqué les esprits lors des dernières élections européennes, en réussissant l'incroyable prouesse de se placer en deuxième position au Royaume-Uni et de devancer le Labour de quelques dizaines de milliers de voix. Le scrutin à la proportionnelle lui permet donc cette fois d'élire des représentants au Parlement européen et de se faire connaître partout en Europe. Même s'il a perdu quelque 150 000 voix entre 2004 et 2009 (chiffre à relativiser étant donné la baisse de participation de 3,6 points entre ces deux élections), l'UKIP a su tirer profit de la critique de la crise financière et a fidélisé ainsi son électorat.

TABLEAU 3. – RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2009 AU ROYAUME-UNI

Partis	Votes	Pourcentage	Évolution 2004-2009	Sièges obtenus	Évolution 2004-2009
Conservateur	4 198 664	27,7 %	+ 1	25	+1
UKIP	2 498 226	16,5 %	+ 0,3	13	+1
Labour	2 381 760	15,7 %	- 6,9	13	-5
Libéral-démocrate	2 080 613	13,7 %	- 1,2	11	
Green	1 303 745	8,6 %	+ 2,4	2	
BNP	943 598	6,2 %	+ 1,3	2	+2
SNP	321 007	2,1 %	+ 0,7	2	
Plaid Cymru	126 702	0,8 %	- 0,1	1	
Autres	1 282 887	8,5 %	+ 2,4	0	
Total	15 137 202	100 %		69	

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

HÉRODOTE

Ces résultats sont aussi symboliques car ils montrent que les petits partis obtiennent plus de votes qu'auparavant. En effet, les trois principaux partis (conservateurs, Labour, libéraux-démocrates) obtenaient 97 % des voix en 1979, et 88 % en 2010.

L'acceptation progressive d'une extrême droite non éphémère à l'origine de l'essor d'un extrémisme communautaire

Longtemps a persisté l'idée qu'il n'y avait aucune place possible à l'extrême droite dans le champ politique britannique. Ainsi le Royaume-Uni, fort de sa Constitution qu'il considère comme un « roc » contre l'extrémisme, estime qu'il a su résister à la vague de racisme anti-immigration symbolisé par le discours d'Enoch Powell. Roger Eatwell, historien britannique spécialiste du fascisme, résume cette vision comme « omniprésente, consensuelle [...] non-violente, nourrissant une civilisation profondément enracinée qui semble militer contre les philosophies radicales et militantes » [John et al., 2005]. Les occasionnelles flambées électorales du National Front dans le passé et les résultats actuels du British National Party ne sont pas considérés comme un danger pour le corps politique, mais comme la floraison éphémère d'un petit parti en marge du système politique. Impossible donc de concevoir ces partis comme de potentielles forces du système politique. Et pourtant, les percées électorales incontestables et certaines études démontrent que la perception négative de ces partis par l'opinion publique britannique semble s'infléchir. Il devient donc difficile de nier l'implantation réelle de ces partis, qu'ils aient une image « modérée » comme l'UKIP, ou plus « dure » comme le BNP.

SONDAGE D'OPINION SUR LES PARTIS POLITIQUES À LONDRES 2004

Partis politiques	Opinion positive	Neutre	Opinion négative
UKIP	19	33	47
BNP	8	27	66

Source : London Poll, 2004.

SONDAGE D'OPINION AU ROYAUME-UNI, 2010

Partis politiques	Opinion positive	Neutre	Opinion négative
UKIP	16	35	49
BNP	11	26	63

Source : *State of the Nation Survey*, 2010.

Ces deux sondages sont ceux qui donnent les plus bas scores de soutien au BNP. D'autres organismes privés tablent sur des scores plus élevés, comme Yougov, qui a effectué son enquête peu de temps après le passage de Nick Griffin à la BBC et qui déclare avoir recensé 22 % de personnes dans son échantillon susceptibles de voter pour le BNP un jour. Plus encore, l'espace ou la brèche qu'ils ont créés dans la sphère politique et psychologique a sûrement contribué au développement de groupes minoritaires autrement plus extrêmes et spectaculaires. Ainsi, l'English Defence League (EDL), créée en 2009, symbolise cette évolution des mentalités et la rupture qu'elle constitue face à la culture du civisme très forte en Grande-Bretagne. L'organisation est créée en réponse à des manifestations d'organisations islamistes extrémistes contre des soldats britanniques de retour d'Afghanistan⁶. L'EDL possède un fonctionnement semblable à celui d'une milice et revendique plusieurs milliers de membres parmi ses trente-six « divisions » nationales et plusieurs dizaines de milliers de sympathisants sur les réseaux sociaux. Son but premier est la lutte contre l'extrémisme islamiste et les partisans de l'instauration de la charia au Royaume-Uni. Depuis deux ans, elle a organisé plus d'une trentaine de manifestations à travers le pays, réunissant des audiences allant d'une dizaine de personnes à près de 3 000 manifestants comme ce fut le cas en février 2011 à Luton (lieu de la fondation de l'EDL), à laquelle d'autres organisations de « défense » venant de Norvège⁷, de Suède, de France et des Pays-Bas ont participé devant un parterre de journalistes internationaux. L'organisation possède des liens étroits avec des groupes de hooligans et de *skinheads* et veille souvent à organiser ses manifestations des jours de match pour s'assurer de mobiliser un maximum d'audience. Tout comme le BNP, l'EDL se targue de posséder des divisions spéciales pour ses membres gays, juifs et même sikhs (il existe une « Scottish Defence League ») et s'appuie sur l'actualité et les faits divers pour choisir ses sujets de campagne. C'est ainsi qu'elle a pris part à la campagne de soutien à l'enquête sur la disparition de Charlene Downes et a relayé les pétitions lancées par le BNP. Elle effectue régulièrement de nombreuses contre-manifestations en réponse à des associations islamistes telles que « Muslims against Crusades » et fait aussi l'objet de contre-manifestations de la part d'« Unite against Fascism », une organisation antiraciste soutenue par la plupart des grands partis.

6. Le groupe « Al-Muhajiroun » qui fut le principal instigateur de la manifestation fut banni en janvier 2010 par l'application du *UK Terrorism Act 2000* au même titre que trois autres organisations. En revanche, « Ahlus Sunnah wal Jamaah », dont certains membres étaient pourtant aussi présents à la manifestation, est toujours en activité et se pose en successeur des organisations bannies.

7. Anders Breivik, auteur des tueries d'Oslo le 22 juillet 2011, avait des liens solides avec l'organisation et a assuré avoir participé à l'une de ses réunions à Newcastle.

L'EDL s'est aussi vantée d'avoir été un acteur important de la mobilisation blanche lors des émeutes d'août 2011, pour «protéger» ses propriétés et quartiers. À Londres, dans le district d'Enfield, plusieurs de ses membres ont patrouillé pour disperser d'éventuels pilleurs; même chose à Eltham (district de Greenwich) où certains de ses membres ont participé à des affrontements avec la police. Le fait que l'EDL, organisation raciste d'extrême droite, ait patrouillé aux côtés de citoyens lambda pour protéger leurs quartiers des pilleurs symbolise parfaitement l'acceptation progressive de l'opinion face aux manifestations publiques de l'extrémisme qui ne semblent plus autant choquer ou indigner qu'avant. La petite popularité acquise par EDL n'a d'ailleurs pas échappé aux principaux responsables politiques du pays, tel David Cameron qui, en campagne en mai 2010, déclara: «L'EDL sont des gens terribles, nous garderons toujours ces groupes à l'œil et si nous avons besoin de les interdire, nous les interdirions eux ou des groupes qui incitent à la haine⁸.»

Matthew Goodwin [2010], spécialiste de l'extrême droite britannique, évoque un constat sans précédent:

La raison pour laquelle l'islamophobie adoptée par l'EDL est particulièrement significative est que, contrairement aux années 1970, lorsque le Front national a embrassé l'antisémitisme, il y a maintenant des sections des médias et de l'*establishment* britannique qui ont une relative sympathie pour l'islamophobie... Le fait est que lorsque les électeurs moyens voient une marche de l'EDL à travers leurs rues dénonçant la façon dont le quartier est en passe d'être submergé par des musulmans ou comment le Royaume-Uni va être islamifié en 2040, ils sont aussi à même de recevoir ces signaux à partir d'autres franges de la société britannique... le message de l'EDL peut être légitimé si cela continue⁹.

8. «The EDL are terrible people, we would always keep these groups under review and if we needed to ban them, we would ban them or any groups which incite hatred.»

9. «The reason why the EDL's adoption of Islamophobia is particularly significant is that unlike the 1970s, when the National Front was embracing antisemitism, there are now sections of the media and the British establishment that are relatively sympathetic towards Islamophobia... The point for your average voter is that if they see the EDL marching through their streets shouting about how the neighbourhood is about to be swamped by Muslims or how the UK is going to be Islamified by 2040, they are also receiving these cues from other sections of British society... the message of the EDL may well be legitimised if that continues.»

**L'extrême droite à Londres : une progression incontestable
et des symboles très forts**

TABLEAU 4. – HISTORIQUE DES TROIS PARTIS
AUX ÉLECTIONS SPÉCIFIQUES À LONDRES

Années Partis	Élections de l'assemblée de Londres				Élections du maire			
	2000 (32,6%)*	2004 (37%)	2008 (45,6%)	Total 2000- 2008	2000 (34,4%)	2004 (37%)	2008 (45,3%)	Total 2000- 2008
UKIP	0,001 % 2,115	10% 180,516	3 % 71,984	+3 +69,869	1% 6,324	6% 115,675	0,9% 22,422	-0,1 +16,098
	2% 34,054	8,2 156,780	1,9% 46,617	-0,1 +12,563	3,1% 43,672	10,1% 193,157	4,6% 113,651	+1,5 +69,979
BNP	0% 47,670	0% 90,365	0,7% 18,020	+0,7 +18,020	2% 33,569	3% 58,405	2,8% 69,610	+0,8 +36,041
	2,8% 47,670	4,7% 90,365	5,3% 130,714	+2,5 +83,044	3,2% 45,337	3,7% 70,736	5,2% 128,609	+2 83,272
NF			1,4% 34,840	1,4% 34,840				
Total (UKIP + BNP + NF)	2,115	10% 180,516	177,331 5,1%	+5,1 +122,729	3% 39,893	9% 174,080	3,7% 92,032	+0,7% +52,139
	4,8% 81,724	12,9% 247,145	7,2% 124,844	+2,4 +95,607	6,3% 89,009	14,8% 263,893	9,8% 242,260	+3,5 +153,251

*Participation générale

TABLEAU 5. – HISTORIQUE DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE DE LONDRES

Partis politiques	Nombres de sièges Score premier vote Score second vote		
	2000 (32,6%)	2004 (37%)	2008 (45,8%)
Conservateur	9 33,2 % 29 %	9 31,2 % 27,8 %	11 37,4 % 34,1 %
Labour	8 31,6 % 30,3 %	7 24,7 % 24,4 %	8 28 % 27,1 %
Libéral-démocrate	4 19,6 % 14,8 %	5 18,4 % 16,5 %	3 13,7 % 11,2 %
Green Party	3 10,2 % 14,8 %	2 7,7 % 8,4 %	2 8,1 % 8,3 %
UKIP	0 0 % 2 %	2 10 % 8,2 %	0 3 % 1,9 %
BNP	0 0 2,8 %	0 0 4,8 %	1 0,7 % 5,3 %

Les tableaux 4 et 5 font état des scores en premier vote et en deuxième vote des trois partis¹⁰. Le National Front n'est plus qu'un résidu. L'UKIP, bien qu'il soit en hausse sur la période 2000-2008, n'a pas réussi à réitérer ses scores de 2004 et a perdu plusieurs dizaines de milliers de votes, aussi bien à l'élection du maire qu'à celle de l'assemblée. Le BNP, lui, a connu une progression lente mais sûre, et a sans doute récupéré une partie des votes perdus par l'UKIP, ce qui lui permet de le dépasser et d'obtenir plus de 5 % des voix sur chacune des deux élections au vote de second choix. L'UKIP perd gros à l'assemblée et abandonne ses deux sièges, le BNP — à travers Richard Barnbrook — y fait son entrée et arrive en 5^e position au second vote. Le tableau 6 illustre les liens entre les deux partis :

10. Au Royaume-Uni, plusieurs élections comportent un système de « vote supplémentaire ». L'électeur indique donc par ordre de préférence son candidat favori en premier vote, puis un autre candidat en second choix.

49,2 % des électeurs du BNP ont choisi l'UKIP comme second vote, et 21,9 % de ceux de l'UKIP le BNP, les conservateurs ayant été choisis en second par 35,7 % d'entre eux. La concurrence et la proximité qui opposent les deux partis sont indéniables dans la capitale comme dans tout le reste du pays.

TABLEAU 6. – CONCORDANCE DES VOTES ENTRE L'UKIP ET LE BNP

	BNP	UKIP	Conservateur	Lib-Dem	Labour
BNP	-	49.2	22	7.6	7.7
UKIP	21.9	-	35.7	14	10.1
Conservateur	6.9	26.8	-	40.2	10.5
Lib-Dem	2.1	8.3	26	-	33.9
Labour	1.6	4.8	11.9	45.5	-

TABLEAU 7. – HISTORIQUE DES TROIS PARTIS ET DE LEURS SCORES À LONDRES DANS LES TROIS TYPES D'ÉLECTIONS NATIONALES

Année/ Partis	Élections européennes*				Élections locales				Élections générales		
	1999	2004	2009	1999- 2009	2002	2006	2010	2002- 2010	2001	2005	2010
	23,1 %	37,3 %	33,3 %		31,8 %	37,9 %	45,3 %		55,3 %	(57,8 %)	(64,6 %)
UKIP	5,4 % 61,741	12,3 % 232,633	10,8 % 188,440	+5,4 % +126,999	0,002 % 9,921	0,5 % 29,538	0,4 % 40,196	+0,4 +30,275	1 % 26,433	1,5 % 42,956	1,7 % 59,452
BNP	1,6 % 17,960	4 % 76,152	4,9 % 86,420	+3,3 % +68,460	0,001 % 6,975	0,5 % 29,175	0,9 % 90,160	+0,9 +83,615	0,5 % 13,150	0,7 % 19,025	1,5 % 50,575
NF					0 % 368	0,009 % 2,175	0,01 % 1,172	+804	0 % 612	0,1 % 3,952	0,5 % 15,378
Total	7 % 79,701	16,3 % 309,145	15,7 % 274,860	+8,7 195,159	0,003 % 17,264	1 % 60,888	1,3 % 131,528	+1,3 +114,264	1,5 %	2,3 %	3,7 %

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

À noter que le parti English Democrats réalise 1,4 % de voix à Londres aux élections européennes ; ce parti est très proche des thèses de l'UKIP mais aussi du BNP notamment en matière d'immigration.

Le tableau 7 montre qu'à Londres pour les élections européennes le BNP et l'UKIP ont réalisé des scores inférieurs à leurs scores nationaux. Celui de l'UKIP est inférieur de 4,7 points, celui du BNP de seulement 1,2 point. En revanche, seul le BNP est en progression entre 2004 et 2009, même si l'UKIP a multiplié par trois son nombre de voix depuis 1999, alors que le BNP l'a multiplié par cinq. Les

HÉRODOTE

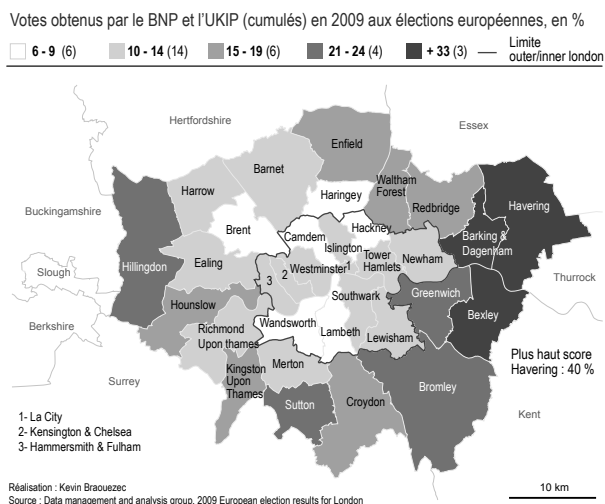
scores des élections locales démontrent la difficulté d'implantation des deux partis sur la capitale, leurs scores étant en grande partie réalisés dans l'est de Londres et d'une manière générale dans les districts de l'Outer London, là où les populations blanches sont en plus grand nombre et en plus grande proportion (voir les cartes 1 et 2). Cette configuration s'explique par le fait que leur électorat est avant tout issu de la classe moyenne ou ouvrière blanche. Le BNP, qui est le cinquième parti malgré son petit score, réalise près du tiers de ses voix dans le district de Barking et Dagenham.

Le district de Barking et Dagenham : un symbole londonien à tous points de vue

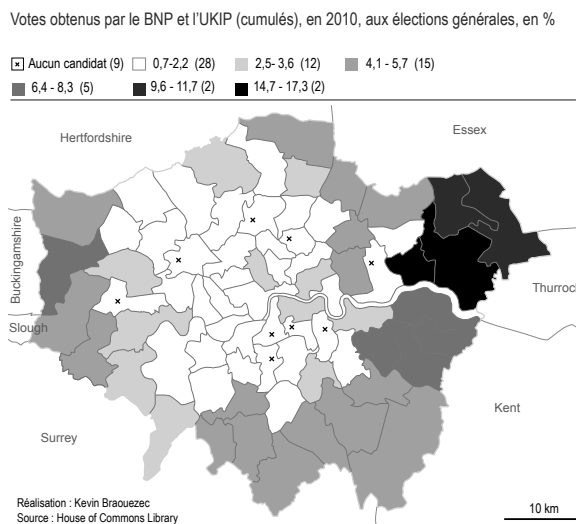
Situé à une quinzaine de kilomètres du centre de Londres, le district compte 165 000 habitants environ mais possède l'une des croissances démographiques les plus fortes du Royaume-Uni ; son nombre d'habitants devrait atteindre les 205 000 en 2020. Cette tendance est marquée par un fort accroissement des populations non blanches au sein du district où la population blanche fut longtemps largement dominante et qui appartient aux classes moyennes et prolétaires. Le district s'est en quelque sorte « coloré » très rapidement en l'espace de deux décennies, les populations non blanches s'étant installées en majorité à l'ouest du district, limitrophe du district de Newham qui est lui le plus « coloré » de Londres (60 % de populations non blanches). Cette évolution a posé et pose toujours un grand enjeu de cohésion dans le district. En 2006, le BNP réussit à élire douze conseillers aux élections locales, transformant ainsi Barking et Dagenham, pourtant historiquement bastion du Labour, en un vrai symbole national de l'extrême droite. Le symbole est d'autant plus fort que l'usine historique de Ford est implantée sur le territoire et est passée de 40 000 emplois à son apogée au début des années 1960 à à peine 4 000 en 2011. Et même si en 2010, au moyen d'une forte mobilisation anti-BNP (plusieurs milliers de tracts distribués, rassemblements médiatiques et une participation en hausse de 21 points par rapport en 2006), le parti de Nick Griffin n'a pu conserver aucun de ses conseillers, il y gagne des voix. Aussi bien sur le plan démographique que géographique, le district apparaît donc comme « à cheval » entre un centre londonien multiculturel et une banlieue (caractérisée par les districts situés dans ce qui représentait l'« Outer London » anciennement) historiquement quasi exclusivement blanche. La récente proximité de ces deux populations au sein du district constitue logiquement un terrain de réflexion et d'observation judicieux sur les perceptions et les opinions politiques partagées par les populations locales. Les résultats du BNP, combinés à la mauvaise santé économique du district et à un nombre important d'incidents raciaux, imposent ce territoire comme un lieu d'étude des questions identitaires et ethniques et de

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

CARTE 1. – SCORES CUMULÉS DU BNP ET DE L'UKIP AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2009 À LONDRES



CARTE 2. – SCORES CUMULÉS DU BNP ET DE L'UKIP AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2010 DANS LES 73 CIRCONSCRIPTIONS DE LONDRES



Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

HÉRODOTE

leurs places dans le système politique britannique. L'éclosion du BNP dans le district a entraîné une forte prise de conscience de la part du Labour au niveau local (qui en 2010 a remporté tous les postes de conseillers), et plus largement de la part du gouvernement central londonien, qui a placé le district au cœur d'un certain nombre de projets importants de rénovation et régénération¹¹. Durant les deux prochaines décennies, le district va amorcer sa plus grande transformation depuis sa création et son urbanisation qui ont eu lieu à la fin du XIX^e siècle. Hormis des objectifs logiques de création d'emplois, d'amélioration du niveau de vie et d'attractivité du district, les politiques ont clairement placé le thème de la cohésion sociale (et donc ethnico-religieuse) au centre de leurs ambitions pour le district, si bien que ce dernier fait l'objet d'une attention particulière et quasi stratégique sur ce thème, aussi bien au niveau londonien que national. Les élections locales de 2006 démontrent la singularité de la géographie électorale dans le district, où le « cœur blanc » qui a élu les conseillers du BNP se détache nettement. Dans une capitale multiculturelle où les populations blanches britanniques sont en minorité dans beaucoup de zones¹², l'étude de la cohésion sociale et des ressentiments entre populations est primordiale compte tenu de l'écho qu'y rencontre l'extrême droite.

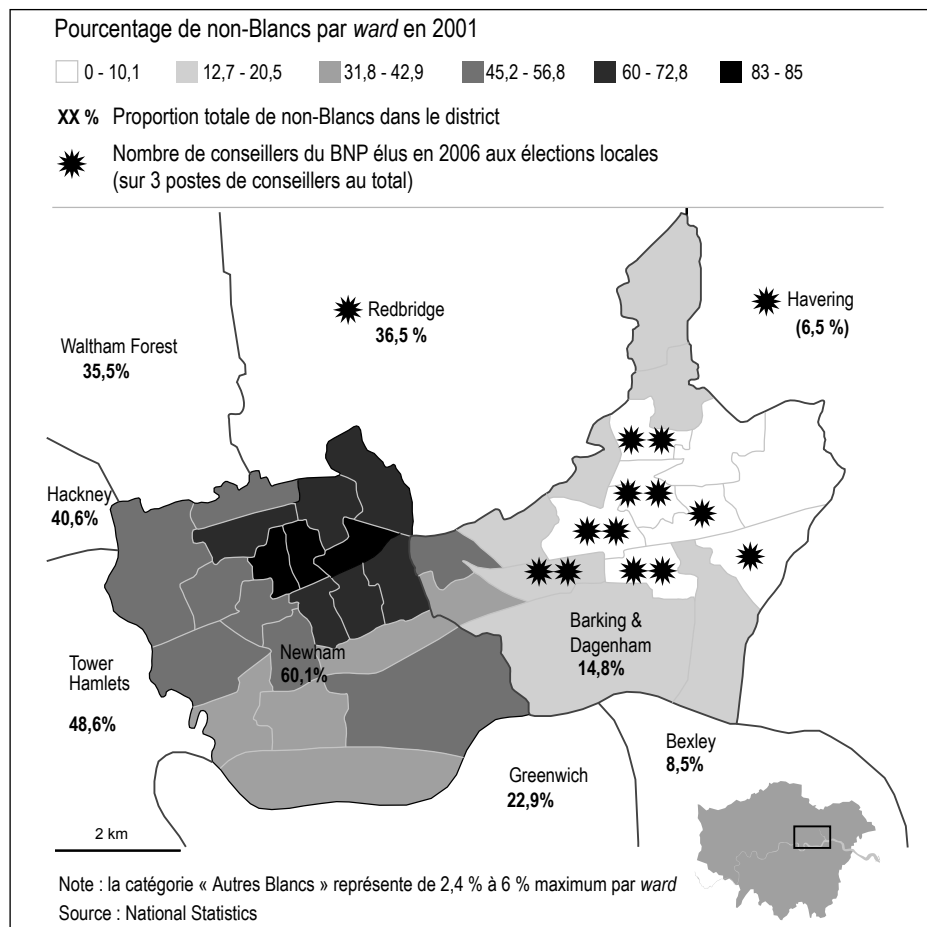
Une nouvelle crise pour le BNP, une extrême droite britannique incapable de s'unifier ?

Le parti a connu une perte notable de conseillers locaux ces deux dernières années, passant de cinquante-deux à seulement dix-sept. Beaucoup de ses conseillers ont donc échoué à regagner la confiance des électeurs locaux et à faire face à d'importantes mobilisations anti-BNP. Le parti a des scores nationaux en augmentation mais semble amorcer un déclin au niveau local, ce qui caractérise sa difficulté à s'implanter et à progresser en dehors des scrutins à la proportionnelle comme les élections européennes ou les élections de Londres. Le BNP n'a pas réussi à se détacher des scandales, et beaucoup fustigent le manque de considération envers les élus et les candidats au niveau local, voire même le comportement machiste de ses leaders.

11. Le district occupe une place stratégique dans le Thames Gateway Project, plus grand projet urbain en Europe, qui s'étend de Londres jusqu'à la Manche.

12. À Londres, les Blancs britanniques représenteront moins de 50 % de la population au cours de la décennie 2020.

CARTE 3. – LA DIVERSITÉ DANS LE DISTRICT DE BARKING ET DAGENHAM ET LES ÉLECTIONS LOCALES DE 2006



Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

HÉRODOTE

TABLEAU 8. – HISTORIQUE DU BNP AUX ÉLECTIONS LOCALES NATIONALES

Année	Candidats présentés	Votes obtenus	Votes/ candidats	Nombre de conseillers
2000	17	3 022	177	0
2002 (34 %)	67	30 998	463	3
2003 (33%)	217	101 221	466	17
2004 (34%)	312	190 200	610	21
2006 (37%)	363	229 389	632	49
2007(38%)	744	292 911	394	50 (42*)
2008 (36%)	608	234 527	386	49
2010 (62%)	736	367 643	502	28**
2011 (39%)	257	62 213	242	17

* En raison de divers scandales, et d'une présence insuffisante aux conseils, huit conseillers du BNP ont été démis de leurs fonctions dans les mois suivant l'élection.

** L'année 2009 n'est pas détaillée ici, le parti ayant fait le choix de tout miser sur les élections européennes.

On constate que l'apogée du BNP se situe en 2004-2006, même si celui-ci a réussi progressivement à présenter de plus en plus de candidats (les élections locales ne renouvellent pas à chaque élection la totalité des postes de conseillers locaux et de maires, ce sont donc ici les moyennes de voix par candidats qui sont les plus judicieuses à analyser). Mais l'élection de 2011 comporte un fait majeur : la division des candidats de l'extrême droite en plusieurs partis. Pour la première fois dans l'histoire, pas moins de sept formations ont présenté des candidats. Les English Democrats, qui s'étaient déjà fait connaître en remportant près de 300 000 voix aux élections européennes de 2009, ont présenté 136 candidats en 2011, dont quinze appartenaient au BNP auparavant. Le parti fait mieux que ses

202

84 candidats en 2009 et 107 en 2010. Suivent ensuite le NF avec 21 candidats, l'English First Party avec dix candidats, les Democratic Nationalists avec trois candidats (tous anciens du BNP), puis trois autres formations mineures présentant un candidat chacune et enfin six ex-BNP se présentant en indépendants. Alors qu'elle a prouvé qu'elle pouvait compter sur le plan électoral et que la société britannique semble plus apte à l'accepter sous différentes formes, l'extrême droite doit dorénavant être capable de former un bloc unitaire si elle entend survivre politiquement. Mais la possibilité d'une alliance UKIP-BNP semble peu probable, et la formation de Nick Griffin semble à l'heure actuelle plus proche de l'implosion que d'une éventuelle embellie. C'est là le premier enjeu pour l'extrême droite britannique : trouver une formule qui fédère ces différents partis de la mouvance d'extrême droite en un seul parti avec un seul leader (à l'instar de ce qu'a été Jean-Marie Le Pen en France ou ce qu'est Geert Wilders aujourd'hui aux Pays-Bas) pour disposer d'une réelle implantation locale et d'élus. Les élections de Londres de 2012 donneront un premier élément de réponse quant à la situation des formations extrémistes, avant que les échéances de 2014 (élections européennes et locales) et 2015 (élections nationales) viennent démontrer si oui ou non elles auront réussi à évoluer. Enfin, dans le même temps, l'autre enjeu concerne les politiques entreprises par les conservateurs, dont le plan d'austérité (qui prévoit la suppression de 300 000 emplois dans le secteur public) et la réforme des retraites ont déjà donné lieu à de nombreuses manifestations à travers le pays. Face à la crise et au contexte ambiant, l'attitude du gouvernement de David Cameron viendra confirmer un éventuel glissement encore plus à droite du Parti conservateur, qui fut notamment déjà observé pour la droite en France durant la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Cette possibilité d'un repositionnement plus dur des conservateurs pourrait concerner des thèmes majeurs déjà abordés par l'extrême droite, et ainsi départager l'opinion britannique qui a de toute façon déjà marqué une rupture indéniable par rapport à son histoire politique.

Bibliographie

- BOWYER B. (2008), « Local context and extreme right support in England : the BNP in the 2002 and 2003 local elections », *Electoral Studies*, paper 27, p. 611-620.
- CANTEL T. (2011), *Far Right Electoral and Other Activity : the Challenge for Community Cohesion*, Institute of Community Cohesion.
- EATWELL R. et GOODWIN M. J. (2010), *The New Extremism in 21st-Century Britain (Extremism and Democracy)*, Routledge, Londres.
- HARRIS G. (2010), *The British National Party : A small large party or a large small Party ?*, Department of Politics, University of London, Birkbeck.

HÉRODOTE

- JOHN P., MARGETTS H., ROWLAND D. et WIER S. (2005), *The BNP : the roots of its appeal. Democratic Audit*, Human Rights Centre, University of Essex, Colchester.
- JOHN P., MARGETTS H., ROWLAND D. et WIER S. (2005), *The Far Right in London : A Challenge for Local Democracy*, Joseph Rowntree Trust/University of Oxford, Oxford.
- JOLY D. (2007), *L'Émeute : ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, Denoël, Paris.
- MUHAMMAD A. (2001), « The participation of ethnic minorities in British politics », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 27, n° 3, p. 533-539.
- RHODES J. (2006), « The local politics of the British National Party », *Sage Race Relations Abstracts*, 31, n° 4.
- WHITAKER R. et LYNCH P. (2010), *Exploring the Nature of Support for UKIP : the 2009 European Elections and Beyond*, University of Leicester, Leicester.